

**REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAR**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DE LA PROVENCE VERTE**

Séance du 27 octobre 2023

Nombre de délégués des Communes en exercice : 29

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Délibération n° BC-2023-131

Objet de la délibération : **CREANCES IRRECOURVABLES, MINIMES ET ETEINTES DU BUDGET ANNEXE SPANC 2023 DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PROVENCE VERTE**

L'an deux mil vingt-trois, le vingt sept octobre, à 08h30, le Bureau de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, en session , à Hall des expositions à Brignoles, sous la présidence de Monsieur Didier BREMOND, Président, sur la convocation qui leur a été adressée le 20 octobre 2023.

Présents : BREMOND Didier, FABRE Gérard, FELIX Jean-Claude, DEBRAY Romain, BOURLIN Sébastien, CONSTANS Jean-Michel, PERO Franck, ARTUPHEL Ollivier, LOUDES Serge, PAUL Jacques, BONNET Jean-Luc, BRINGANT Gilbert, CLERCX David, HOFFMANN Olivier, PAILLARD Carine, PORZIO Claude, RAVANELLO Alain, RULLAN Nicole, LASSOUTANIE Chantal, DELZERS Catherine, SIMONETTI Pascal.

Absents ayant donné procuration :

GIULIANO Jérémy donne procuration à FELIX Jean-Claude, VERAN Jean-Pierre donne procuration à FABRE Gérard, GUISIANO Jean-Martin donne procuration à BREMOND Didier, AUDIBERT Eric donne procuration à LOUDES Serge, DECANIS Alain donne procuration à SIMONETTI Pascal, GROS Michel donne procuration à PERO Franck, TONARELLI Patrice donne procuration à CONSTANS Jean-Michel.

Absent : GUEIT Laurent.

Secrétaire de Séance : Ollivier ARTUPHEL

Monsieur Sébastien BOURLIN expose :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L1617-5 et R1617-24 ;

VU l'arrêté n°41/2016-BCL de Monsieur le Préfet du Var du 5 juillet 2016 portant création de la Communauté d'agglomération de la Provence Verte ;

VU l'arrêté n°415/2021-BCLI de Monsieur le Préfet du Var en date du 20 octobre 2021, portant approbation des statuts modifiés de la Communauté d'Agglomération de la Provence Verte ;

VU la délibération n° 2020-157 du 11 juillet 2020 relative à la délégation des attributions du Conseil Communautaire au Bureau Communautaire ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

VU l'autorisation permanente donnée à Monsieur le comptable du Trésor, pour engager des poursuites par voie d'oppositions à tiers détenteur et de saisies ;

VU les états et listes transmis par le comptable public de la trésorerie de Brignoles ;

CONSIDERANT que les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement. Elles doivent être distinguées de la réduction ou l'annulation d'un titre de recettes et de la remise gracieuse. L'irrécouvrabilité peut trouver son origine dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers...) ;

CONSIDERANT que le comptable public a fait parvenir à la Communauté les listes de titres de recettes qu'il n'a pu recouvrer et dont il demande soit l'admission en non-valeur, soit l'extinction des créances ;

CONSIDERANT que l'admission en non-valeur est une mesure d'apurement comptable qui consiste à abandonner les créances qui se révèlent irrécouvrables malgré les poursuites et les actions engagés. Leur recouvrement peut être repris à tout moment si un élément nouveau sur la situation du débiteur est ajouté au dossier. L'irrecevabilité peut trouver son origine dans la situation du débiteur (insolvabilité, parti sans laisser d'adresse, décès, absence d'héritiers...) ;

CONSIDERANT que les créances minimales correspondent aux titres émis par la collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement en raison du montant à recouvrer inférieur à 30 € ;

CONSIDERANT l'impossibilité pour Monsieur le Comptable Public de recouvrer les titres, cotes ou produits portés sur l'état joint à la présente délibération en raison des motifs énoncés sur ceux-ci :

- Créances avec poursuites sans effet, datant de 2020 à 2022, pour un montant de 2 536,00 € ;
- Créances minimales inférieures à 30 €, datant de 2022, pour un montant de 23,82 € ;
- Créances éteintes datant de 2020, pour un montant de 114,84 € ;

CONSIDERANT qu'il revient au Bureau Communautaire d'approuver ces mouvements comptables règlementaires ;

Il est demandé au Bureau Communautaire :

- **DE PRONONCER** l'admission en non-valeur des créances dont la liste est jointe à la présente délibération :
 - Créances avec poursuite sans effet (liste n°6539764315) dont le montant s'élève à la somme de 2 536,00€ ;
 - Créances minimales inférieures à 30 € (liste n°6198890115) dont le montant s'élève à la somme de 23,82 € ;
 - Créances éteintes (liste n°6123450315) dont le montant s'élève à la somme de 114,84 € ;

- **DE DIRE** que la dépense correspondante est prévue au budget annexes SPANC 2023 de la Communauté d'Agglomération – compte 6541 « Créances admises en non-valeur » et compte 6542 « Créances éteintes ».

Après en avoir délibéré, le Bureau de Communauté adopte, à l'unanimité, cette délibération.

*Acte rendu exécutoire après télétransmission
le
et affichage le*

Fait et délibéré à Brignoles, le 27 octobre
2023

Le Président
de l'Agglomération Provence Verte

Didier BREMOND